

## **La raison du plus fort ?**

Depuis 7 mois, Donald Trump multiplie les déclarations et actes irrationnels. Tout y passe. L'annexion du Groenland, de Panama et pourquoi pas du Canada. La transformation de la bande de Gaza en une station balnéaire pour ses richissimes amis. L'humiliation du président ukrainien en direct devant les caméras du monde entier.

À l'intérieur de son pays, il n'accepte aucune idée, mesure ou déclaration allant à l'encontre de ce qu'il croit vrai. Le dernier épisode en date est le licenciement avec effet immédiat de la cheffe du bureau fédéral des statistiques sur le travail qui a commis l'erreur de présenter des chiffres, des statistiques donc, qui ont mécontenté celui qui se prend pour le maître du monde. Un licenciement qui s'ajoute aux attaques contre les universités, les chercheurs, les services de santé, etc.

Il prend des mesures fiscales qui coûtent des milliards de dollars et qui profitent surtout et seulement à ses amis fortunés, et à lui-même à travers ses entreprises, au mieux artificiellement dirigées par des membres de sa famille. Au moins 100'000 dollars d'économies annuellement pour chacun des ménages composant le 1% des plus riches du pays. À l'inverse, pour les 20% des ménages les plus modestes, la ristourne annuelle atteindra au mieux 120 dollars. Une réalité que l'on constate partout quand on parle de baisse fiscale. Seuls les plus riches en profitent vraiment.

Cette plaisanterie fait que sur une décennie la dette publique augmentera de quelque 4'000 milliards de dollars ! Manifestement, les États-Unis ne connaissent pas de mécanisme de frein à l'endettement.

## Des droits de douane pour compenser ?

Cette gestion financière catastrophique est-elle une des causes de l'imposition des droits de douane à l'ensemble du monde ? Ceux-ci vont rapporter énormément à l'État, un temps du moins. Il n'est en effet pas impossible que les droits de douane imposés par Trump ne soient pas légalement corrects. Nombre de PME états-uniennes sont inquiètes des conséquences de ces pratiques douteuses pour leurs affaires. Tout ce qu'elles achètent en Suisse, en Europe ou ailleurs va augmenter, ce qui imposera une augmentation des biens que ces PME produisent. D'où leur recours devant la justice.

Le 7 mai dernier, Rémy Meury a déposé une question écrite au Parlement jurassien suite à l'annonce de 16 licenciements par une entreprise de la place en raison de l'application des nouveaux droits de douane par les États-Unis.

Le 17 juin, le Gouvernement répondait en manifestant aussi son inquiétude et celle des industriels avec qui il avait eu des contacts. Mais l'espoir subsistait selon eux qu'une révision à la baisse de ces droits de douane s'opère avant fin juillet. Ils étaient alors pour la Suisse de 10% ...

## Sanctions et menaces : faut-il céder aux caprices ?

Dans la mise en place de ces droits de douane, Trump sanctionne à chaque fois qu'il le peut. 30% pour le Canada en raison surtout de sa volonté de reconnaître l'État palestinien. 50% pour le Brésil car un procès s'y déroule contre son ami dictateur Bolsonaro. Et les 39% pour la Suisse, d'où viennent-ils ? Simplement sans doute de la compétitivité exceptionnelle des entreprises suisses, ce qui énerve le locataire de la Maison Blanche.

Difficile de trouver la bonne solution pour préserver les intérêts des entreprises suisses. Mais donner des gages à Trump pour faire baisser les droits de douane n'est pas une bonne formule. L'Europe l'a fait. 15% désormais, mais parallèlement l'UE va dépenser 750 milliards en achat d'énergie et 600 milliards en investissements sur le territoire des États-Unis. 1'350 milliards qui auraient pu, si nécessaire, venir en aide des entreprises européennes.

On le sait, quand on cède à un caprice d'une personne capricieuse, elle revient rapidement avec une nouvelle lubie. C'est ce que fait Trump depuis 7 mois. Il lui reste encore 41 mois de présidence. Il faudra bien cesser un jour de se coucher devant lui. Des solutions sont à trouver, mais la Suisse ne peut y parvenir seule. Et s'allier à l'Europe en l'occurrence ne signifie pas demander son adhésion à l'UE.

Une chose est sûre, la déraison du plus fort ne peut pas, ne doit pas être la meilleure.

CS-POP